



CODESRIA



CODESRIA

13

ème

Assemblée générale
General Assembly
Assembleia Geral
الجمع العام الثالث عشر

L'Afrique et les défis du XXIème siècle
Africa and the Challenges of the Twenty First Century
A África e os desafios do Século XXI

إفريقيا وتحديات القرن الواحد والعشرين

VERSION PROVISOIRE
NE PAS CITER

Formation des élites et développement

Nouria Benghabrit-Remaoun

5 - 9 / 12 / 2011

Rabat Maroc / Morocco

Protectorat ou colonie de peuplement, le mode de colonisation a profondément participé à la déstructuration des sociétés dominées. Aux lendemains des indépendances, dans un contexte international marqué par les projets de lutte contre le sous-développement, les pays arabes et africains se sont engagés dans un processus de reconstruction au sein duquel la politique de formation occupe une place centrale. Dès les lendemains des indépendances, les responsables au pouvoir ont donné la priorité à la question éducative pour assurer le développement de leurs pays et promouvoir la personnalité nationale longtemps occultée par la colonisation. L'objectif affiché par chacun, est d'asseoir ses propres forces productives en vue du développement de tous les secteurs de la vie économique, sociale et culturelle. Les espaces investis sont les espaces de travail et de formation. Cela était forcément lié à la fixation d'objectifs nationaux visant la sphère économique et la sphère de la formation à travers entre autres l'éducation du citoyen et la réappropriation de sa langue et de sa culture. Pour ce faire ils ont élaboré des projets nationaux d'éducation et de formation s'appuyant sur un certain nombre de principes dont : l'unification du système scolaire, la nationalisation de l'enseignement, la généralisation de l'enseignement primaire...

L'expansion de l'enseignement supérieur, a été la résultante des stratégies nationales de développement élaborées dans les années post-indépendantes pour réaliser le décollage économique. Les réformes engagées constituant le temps 1. des réformes, ont consisté en l'ouverture massive du système, la formation de cadres nationaux en mesure de prendre en charge les orientations de développement industriel et agricole. Aujourd'hui, les sociétés sont confrontées à la nécessité de changements en profondeur du système de formation dans un contexte national et international totalement inédit. Les sociétés sont également confrontées à ce que l'on pourrait appeler le temps 2 des réformes caractérisées par les défis de positionnement dans la société du savoir en pleine expansion.

Les mutations actuelles de l'enseignement supérieur à travers les processus engagés de diversification et de restructuration du système s'accomplissent dans un environnement caractérisé par la domination idéologique du marché.

L'objectif du développement économique et social du pays sur la base d'une économie fondée sur le savoir ne peut se réaliser sans le rôle central de l'Etat nécessitant un changement radical d'approche. Penser¹ autrement c'est changer l'état d'esprit avec lequel des actions sont engagées. Celui-ci doit s'appuyer sur des présupposés un engagement à être entreprenant, à faciliter toutes démarches ou initiatives capable de générer de la

croissance, à encourager la nouveauté. Le processus de changement d'approche sera concrétisé au travers de la mise en œuvre de projets aux résultats rapides et palpables. L'abandon du réflexe favorisant des situations acquises ou de rentes se concrétise par la mise en avant d'une logique reposant sur les résultats atteints ou à atteindre.

Il s'agira d'identifier dans cette contribution, les défis auxquels doivent répondre l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, les opportunités offertes et les conditions de mise en œuvre pour faire du secteur un des leviers essentiels du processus de développement. Les questions auxquelles nous tenterons d'apporter quelques réponses peuvent se décliner de la manière suivante :

Quelles sont les enjeux auxquels les pays nouvellement indépendants ont fait face et plus particulièrement l'Algérie ?

Les modes d'être des étudiants préfigurent-ils la catégorie des élites dont ils sont censés faire partie et entendue comme finalité de formation ?

Quelles réalités aujourd'hui pour les élites face aux enjeux de la société du savoir ? Quelle place pour la formation des élites dans un moment marqué par des discours faisant appel à une professionnalisation plus grande du système d'enseignement et dans un contexte socio économique caractérisé par le développement de l'informel et de la débrouille ?

Nous avancerons l'hypothèse que l'investissement colossal dans le secteur de l'enseignement supérieur et de recherche non adossé de manière concomitante à la création de richesse par les perspectives de création d'emplois dégagés et aux modes de gestions des décisions de leurs mises en actions et de leurs évaluations, ne peut aboutir à la construction d'un processus celui de la fabrication d'élites au service de la société . Dit autrement, comment grâce à la rente il a été possible d'investir de manière continue dans l'enseignement supérieur mais comment celle-ci empêche à terme l'émergence de catégorie sociale fondée sur l'usage du *Aaql* (raison) plutôt que sur le *Naql* (mimétisme) et à la redevabilité.

L'enseignement supérieur un levier stratégique dans le projet de développement au lendemain de l'indépendance :

Le mouvement mondial de décolonisation des années 1960 en Afrique, en Asie et en Amérique latine s'est accompagné d'un engagement et d'une certitude sur la nécessité du développement dans un contexte de construction « d'un nouvel ordre économique

international ».Ce nouvel ordre était conçu comme devant être plus juste et plus équitable. Cette conviction issue des prospectives antérieures, affirmait « que le capitalisme était voué à s'affaiblir puis à disparaître sous le jeu conjugué des classes ouvrières locales et des coups de boutoir que lui portaient des forces sociales des peuples du Tiers monde »² Les espaces symboles du changement sont l'usine, l'université et le village. Dans le contexte des indépendances nationales des pays anciennement colonisés, le projet national ou ce qui est aujourd'hui qualifiée d'utopie technocratique, des nouveaux pouvoirs des Etats indépendants, portait sur la performance économique et les mutations culturelles. Ce projet est en fait un formidable ferment mobilisateur des populations. Le développement est le résultat historique d'une rupture avec l'ordre colonial. Le projet national, articulé sur un objectif, le **développement est présenté comme la figure paradigmatique de la modernité dans les années 1960.**

Chaque projet étatique visait une formation unifiée de la jeunesse, garantissant ainsi la cohésion de la société et préparant les générations futures aux tâches d'édification de leurs pays respectifs. Ces projets furent mêmes, dans certains pays, l'objet de débats intenses à l'échelle de toute la société pour susciter l'adhésion du peuple aux orientations prises par les nouveaux gouvernants. Dès les années 1960, l'établissement d'un plan mondial d'action pour l'application de la science et de la technologie au développement par les institutions internationales, se construit autour du concept de **transfert de technologie**. Le progrès, comme sous entendu du concept, dispose d'un opérateur stratégique l'Etat-nation, d'un champ d'application prioritaire l'enseignement supérieur. La réforme de l'enseignement supérieur en 1971 en intégrant parmi les objectifs celui d'accorder une place prioritaire aux formations scientifiques et technologiques se donnait les moyens d'assurer les conditions de ce transfert.

Il existait une relative symbiose entre la société et l'Etat durant la période immédiatement post-indépendante. L'Augmentation du nombre des établissements et du nombre des étudiants, sont la partie la plus visible des réalisations relatives aux réformes enclenchées dans les années post-indépendance³. Un investissement financier relativement important est consenti au secteur de l'éducation et plus particulièrement à l'enseignement supérieur. Ce processus a été favorable à une représentation plus importante des filles. Elles constituent aujourd'hui, dans certaines universités plus de la moitié des effectifs étudiants.

² Sous le direct de Ali El Kenz : L'Algérie et la Modernité .CODESRIA 1989

³ Cette réflexion s'appuie sur le travail mené par le Comité scientifique arabe du Forum de l'Unesco pour l'enseignement supérieur, la recherche et la connaissance, dont nous avons eu à assurer la présidence de 2003-2005 ;

L'élargissement de la base institutionnelle de l'enseignement supérieur aux différentes régions d'un pays, a permis de réaliser une relative équité au sein de la nation.

Les disciplines scientifiques et à caractère technologique en phase avec les projets de développement, occupent une place importante au regard des orientations établies dans l'enseignement supérieur au cours des années soixante et dont les effets sont encore visibles dans les années quatre vingt. Le processus est inversé dès la fin des années quatre vingt avec la prédominance des effectifs étudiants des disciplines sciences sociales et humaines. Au niveau global, les changements intervenus avec la domination du marché ont eu pour conséquence une évolution de l'enseignement supérieur aux liens très faibles face aux nouveaux besoins de la société. L'enseignement supérieur d'aujourd'hui est à configuration institutionnelle diverse et à dénominations multiples : université, centre, grandes écoles et de statuts différents : public, privé ou communautaire.

Une augmentation de la fréquentation de l'université : revers et effets de contexte

L'explosion quantitative des universités⁴, s'est accompagnée d'une dégradation des conditions de prise en charge des étudiants sur le plan matériel et pédagogique. Ainsi, parmi les déficiences majeures, la baisse de la qualité de l'enseignement, le manque voire l'absence de mesures de contrôle de la qualité et de l'accréditation, l'indigence du financement et de l'organisation de la recherche, la faiblesse dans l'autofinancement des établissements d'enseignements supérieur et de recherche, des relations très lâche avec le monde économique et des déficits en matière d'exercice de l'autonomie et de libertés académiques. La faible maîtrise des outils linguistiques et l'absence d'ouverture (au sein des universités) sur les langues étrangères handicapent encore plus la réelle maîtrise des savoirs.

L'ouverture de centres universitaires et d'universités sur tout le territoire, a contribué à l'enclavement des étudiants et de leurs enseignants et à la fermeture des horizons, par l'absence de circulation ou de déplacement entre les différentes régions du pays. Cela a eu pour conséquence de conforter les différents acteurs du système dans l'ancrage plutôt clanique ou régional alors même que la circulation des personnes aussi bien à l'échelle nationale, régionale et internationale est une condition majeure du fonctionnement académique. Manifesté dans deux volets, système d'orientation pour les nouveaux inscrits et celui du système d'emploi pour les sortants de l'université, le mécontentement social ne s'accompagne pas d'une baisse de pression des effectifs, et ils sont de plus en plus nombreux à vouloir une place dans l'université. Le réseau des établissements de l'enseignement

⁴ 2010-2011 : 1 .250. 000 inscrits à l'université avec un encadrement de 40.137 enseignants

supérieur et le nombre d'étudiant témoigne d'une constance celle du caractère prioritaire du secteur dans les politiques publiques.

La perte pour l'Etat d'un type de centralité dans la gestion économique avec l'économie de marché a fait perdre l'approche stratégique à la politique de l'enseignement supérieur qui se retrouve face à une seule alternative : celle d'offrir une place pédagogique à chaque bachelier. C'est, en grande partie pour ces raisons que l'enseignement supérieur est de plus en plus façonné par les stratégies individuelles et familiales notamment dans le choix des études et des possibilités matérielles de l'institution. De plus, la difficulté dans la maîtrise des données et de l'information relatives à l'organisation, le fonctionnement réel constituent un handicap majeur pour la recherche, qui revient par ailleurs une part marginale, mais aussi pour les politiques.

La situation actuelle de l'enseignement supérieur et de la recherche résulte des changements et transformations opérées durant la décennie quatre vingt dix. L'adoption des plans d'ajustement structurel ayant fait basculer les économies arabes et africaines de la gestion étatique planifiée à une situation de domination des mécanismes du marché, aboutissant ainsi à la réorganisation des économies de ces pays. La globalisation, avec son corollaire les négociations avec l'Organisation Mondiale du Commerce, d'un nombre important de pays pour intégrer la zone de libre échange sont menées, apparemment sans la vigilance nécessaire vis-à-vis de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) qui intègre, entre autres, l'enseignement supérieur comme une marchandise. L'ouverture consécutive à ce processus accroît la vulnérabilité des économies des pays arabes.

Or, c'est dans ce contexte que la production de connaissance et sa maîtrise joue un rôle déterminant. L'accroissement des savoirs et leur complexification, la diversification dans les modes d'accès à ce savoir (Internet, virtuel, à distance) font de la connaissance et de sa maîtrise l'instrument essentiel de l'accès et du maintien de la croissance sociale et économique. Les conditions nécessaires pour y accéder sont un système éducatif de qualité en mesure de produire le personnel qualifié à même d'être des producteurs de savoirs et une ouverture du système plus importante vis-à-vis de toutes les catégories sociales. Paradoxalement, c'est à cette même période que les allocations publiques de financement de l'enseignement supérieur ont diminué et que les dépenses par étudiant ont dramatiquement baissée.

Globalement, aujourd'hui, le pays est inscrit dans un contexte de télescopage⁵ de différents moments historiques. Ces moments historiques ont caractérisé les sociétés européennes dans leur passage à la Révolution industrielle comme première révolution et celle du passage à la société du savoir comme seconde révolution. Cela signifie-t-il que l'enjeu aujourd'hui est celui du bouleversement des cadres de références afin que se réalise la révolution copernicienne qui a permis à l'Occident de faire le saut de la modernité ?

Jusqu'alors les emprunts culturels imposés par les colonisations française et anglaise, ont préfiguré la mondialisation. Imposant des traditions universitaires différentes, ceux-ci fonctionnent aujourd'hui dans le Monde arabe comme un élément de division alors même que cette pluralité des référents peut être un appui pour un enrichissement des expériences dans la région.

Ce sont les universités qui apportent aux diplômés les connaissances et les compétences leur permettant de relever les différents défis sociaux, économiques et scientifiques : l'insécurité alimentaire, les effets du changement climatique, la santé ?... La formation des élites n'a pas pour conséquence une participation politique significative⁶. L'évolution du rôle des gouvernements, l'Etat a la grande responsabilité de promouvoir l'inclusion de garantir la qualité et de soutenir une recherche attentive aux besoins de la société.

Les étudiants: futurs diplômés en attente d'un ailleurs ou des élites en gestation ?

Si les trajectoires individuelles, sont fortement liées aux projets de l'Etat en matière de formation, d'emploi et de logement, l'université aujourd'hui fonctionne comme un espace d'attente et d'attente. On y reste le plus longtemps possible pour retarder le service national pour les garçons ou attendre que des perspectives professionnelles et ou matrimoniales, ou que le rêve d'un départ ailleurs puisse se réaliser. Lieu de socialisation et de rencontre, l'espace universitaire permet d'acquérir un statut social de personne « éduquée ». L'imaginaire social dominant accorde une place sans précédent à l'université tout en la fustigeant de tous les maux. En réalité, les étudiants développent un rapport instrumental au savoir, fréquentent très peu la bibliothèque et voient l'avenir en noir. A partir de quelques résultats issus de deux enquêtes menées en 2001 et en 2008 dans les universités nous illustrerons nos propos. Nous aborderons tour à tour les questions d'accès et conditions d'étude, les attentes, le rapport aux savoirs ...

⁵ Hassan Remaoun : *La citoyenneté*, Ouvrage collectif, à paraître aux Ed. Crasc.

⁶ JP. Bras, voir les élites

Pour 421 étudiants (sur 545) on entre à l'université pour avoir des diplômes et on y entre aussi parce qu'elle constitue le prolongement naturel des études effectuées au lycée. Nos enquêtés n'avaient comme projet que la poursuite d'études supérieures pour obtenir un diplôme. Interrogés sur les finalités de l'université, les étudiants en début et en fin de cursus considèrent la préparation à un métier comme essentiel. La contribution à la progression des savoirs, la transmission des valeurs, le développement de l'esprit critique occupent une place marginale. L'université pour les trois quarts des étudiants produit des chômeurs. Bien que l'image de l'université soit négative, elle constitue, pour la plupart, le lieu de réalisation du projet de formation. Elle est perçue et fonctionne beaucoup plus comme un lieu d'acquisition de connaissances que comme un endroit où on apprend un métier. Cette représentation est prégnante chez les étudiants, et ce, au fur et à mesure du temps passé à l'université. Si les réponses des étudiants de première année oscillent entre «l'acquisition d'une culture» et la «préparation à un métier, celles des étudiants de dernière année sont essentiellement centrées sur la première catégorie.

Bien que déçus, les étudiants affirment avoir beaucoup appris à l'université en fréquentant des jeunes gens qui « comprennent la vie » et détiennent l'information. L'université est représentée comme un espace au sein duquel se nouent de nombreuses relations amicales. Elle est perçue comme une entité productrice de liens sociaux et non de savoirs et de techniques permettant la maîtrise d'une activité. Pour 34% des répondants l'université produit des diplômés; pour 31% elle produit des chômeurs et pour 17,2%, elle produit des marginaux. L'enquête réalisée montre en effet que le type d'études suivies affecte la fréquence de fréquentation des bibliothèques. En comparant les pratiques de lectures autonomes des étudiants enquêtés, on peut montrer un léger décalage. 40,4 % des répondants déclarent fréquenter la bibliothèque des fois et 29,2 % la fréquentent rarement et seulement 8,6 % la fréquentent toujours. Les filles fréquentent davantage les bibliothèques. En première année, c'est en médecine et en droit que les étudiants sont les plus nombreux à fréquenter les bibliothèques. En dernière année, les étudiants en sociologie sont presque à égalité avec ceux de médecine et de droit.

En général, les étudiants fréquentent la bibliothèque pour emprunter un livre (28,3 %) ou bien pour recopier les cours (22,9 %). 27,7 % disent la fréquenter pour préparer un travail à remettre aux enseignants et 11% y lire. En première année c'est la préparation d'un travail à rendre à l'enseignant qui l'emporte aussi bien chez les filles que chez les garçons. En dernière année l'emprunt l'emporte aussi bien chez les filles que chez les garçons. La comparaison par filière et par année révèle la même similitude dans l'option « préparation

d'un travail à rendre à l'enseignant ». Décrypter le rapport des étudiants à la culture a consisté pour nous à interroger leurs modes de loisir, leur comportement et leurs goûts culturels. L'affaiblissement de la culture syndicale se révèle chez l'écrasante majorité des étudiants (68,8%) des deux sexes. Si 20% parmi les étudiants enquêtés de 1ère année sont membre d'une association (que cela soit de type partisane ou syndicale), ils ne sont pour les 4èmes années que 10% à être membre d'une association. Faire de la politique pour les étudiants, c'est d'abord s'exprimer, donner son point de vue sur des politiques pour près de 60%. Si pour la majorité (55,2%) langue et religion sont indissociables, la réponse au couple politique et religion est plus partagé, puisque 38% pensent qu'ils doivent dissocier et 34,6% qu'il est indissociable. Selon les filières, la réponse de l'in dissociabilité du couple politique est majoritaire chez les électroniciens et le tronc commun sciences exactes. Il apparaît qu'en dernier année d'étude comparativement aux étudiants de 1ère année, la nécessité de dissociation prend le pas.

A L'échelle nationale, il a été établi que plus de la moitié des étudiants résident chez leurs parents (53%) et 44% en cité universitaire. Seul 6% des inscrits dans l'enseignement supérieur n'ont jamais perçu de l'aide sociale de l'Etat sous la forme d'une bourse directe⁷ 2.700 DA. 41,80% de la population étudiante sont issus de familles dont le revenu déclaré des parents est inférieur ou égal à 10.000 DA, 40% ont entre 10.000 et 20.000 DA. Au total 92% des étudiants ont des parents dont le revenu est inférieur à 32.000 DA. 31,3% des parents ont des activités au sein d'un organisme public, 23,4% de retraités, 22,2% de parents d'étudiants exercent une activité indépendante, 10,70% de parents sont classés « sans travail » et 6,7% décédés.

Partir à l'étranger est le souhait de 78% des étudiants (des deux sexes) interrogés, et ce, quelle que soit leur année d'inscription. L'Europe est la destination choisie en premier, puis l'Amérique et les pays du Golfe 23%. Le Maghreb est la dernière destination choisie après l'Asie. Pour les sociologues, les pays du golfe viennent tout de suite après l'Europe. C'est d'emblée pour une longue durée que les étudiants veulent partir ; les étudiants plus que les étudiantes qui préfèrent partir pour un séjour. Cette volonté de partir pour un long séjour est largement présente en médecine, en informatique et en droit. Les études et le travail sont les raisons essentielles avancées par les répondants avec une tendance plus franche chez l'étudiant. Les raisons avancées pour un départ (hadda), c'est l'amélioration de la situation financière, ensuite le climat social au sein duquel les étudiants se meuvent,

⁷ MESRS-CREAD : Refonte du système de l'aide directe en faveur des étudiants de l'enseignement supérieur 2001. 12 wilayas, enquête étudiants 2.190 et enquête fiche de bourses 2223.

considéré comme renfermé et ensuite parce que les études et les formations sont plus développées ailleurs.

Les étudiants veulent émigrer d'abord pour des raisons financières, alors que les étudiantes veulent poursuivre des études. Ceux et celles qui font médecine et informatique mettent en premier lieu les études. Les étudiants en sociologie et en droit citent le renfermement de la société et les étudiants en technologie soulignent la possibilité d'amélioration de la situation financière. Travailler est le vœu de presque 90% des étudiants après l'obtention du diplôme et ce pour les deux sexes. Cependant, ils ne feraient pas n'importe quoi puisque 45,5% préfèrent attendre de trouver un emploi qui convient à la formation suivie. Cette attitude est plus le fait des filles que des garçons qui acceptent de faire n'importe quoi pourvu qu'une offre leur soit faite. La position d'attente est plus le fait des étudiants en médecine et de droit que celui des étudiants des autres spécialités⁸ qui acceptent de faire n'importe quoi. En cas d'offre de travail, les étudiants choisissent comme critère de sélection d'abord le revenu, ensuite l'évolution dans une carrière socio-professionnelle. Si le revenu occupe la première place pour les deux sexes, les étudiantes avancent en seconde position le fait que le travail doit leur convenir en tant que femmes. Les perspectives apparaissent, pour nos étudiants, pleines d'espoir et ouvertes, alors « l'avenir sombre » n'est cité qu'en deuxième position.

Dans une seconde enquête, nous nous sommes intéressés à la problématique de l'éthique et de la déontologie en milieu universitaire⁹ Il a été demandé aux étudiants concernant les obligations des enseignants de classer par ordre de priorité les deux plus importantes. C'est la 'Production de savoir et/ou d'innovation' qui obtient la plus grande fréquence (28%) ; 'rendre des comptes' vient en deuxième position (avec 19%). La troisième position est occupée par 'l'exigence de disponibilité' (16%),). En quatrième position 'diligence' (15%), viennent en dernier, 'le droit de réserve' (13%), 'confidentialité' (5%) et 'contrôle par les pairs' (4%). La production de savoir et d'innovation et le devoir de 'rendre des comptes' viennent donc en tête des préoccupations des étudiants. Ce qui dénote en fin de compte une certaine acuité quant aux missions dévolues aux enseignants universitaires de la part de la population enquêtée. Il est à noter que les enseignants ont accordé la première importance, tout comme les étudiants à ces deux propositions et dans le même ordre. Ainsi les

⁸ Sociologie, tronc commun sciences exactes, électronique, informatique

⁹ 3000 enquêtés avec la proportion suivante 60% d'étudiant, 30% d'enseignants et 10% d'administratifs pour qui trois questionnaires différents ont été passés auprès d'une dizaine d'établissements de l'enseignement supérieur Etude réalisée sous la coordination Benghabrit-Remaoun Nouria, avec Ariba Mahmoud, Bouziane Mohamed, Moutassem-Mimouni Badra, Senouci Zoubida CRASC/ MESRS 2008

préoccupations prioritaires des étudiants (et des enseignants) sont la "production du savoir, rendre des comptes, la disponibilité et la diligence. Ces trois obligations semblent de loin les plus importantes pour les étudiants ...

La massification de l'université a permis à des catégories entières de fréquenter et d'accéder à des niveaux d'éducation en rupture total avec la génération de leurs parents. L'université en sus de répondre à la demande sociale d'équité face aux savoirs, a-t-elle fonctionné comme un relais de la modernisation ? La rareté de l'emploi, aujourd'hui, pour les diplômés amène-t-elle vers un retour dans les localités, vers la famille où sont mis en œuvre les réseaux de proximité supposant une certaine allégeance ? Le risque n'est-il pas celui de la rupture d'une forme de production/reproduction des élites ou faut-il voir et reconnaître dans le vécu et les représentations des étudiants d'aujourd'hui une autre modalité, façon d'être à soi ,aux autres et à la société avec une redéfinition du sens des responsabilités sociales auxquelles il faudra rester attentif !

Processus de construction d'une catégorie celle des élites

Les analyses déjà menée (O. Lardjane, 2007), relèvent l'usage de cadre d'interprétation au nombre de deux. Celui relevant de la problématique de la modernisation inscrite dans le champ des théories du développement, avec les concepts engendré modernité/tradition et de la problématique de la démocratisation avec les concepts Etat/société civile. En nous intéressant à l'université comme institution productrice d'élites multiples (S. Keller 1963) garant du rôle stratégique dans les différents domaines de la vie (économie politique, culturel, société civil), nous faisons l' Hypothèse que : la socialisation scolaire ,analysée sous l'angle des rapports maitre/élève fonctionne en continuité de la socialisation familiale, enserrée dans la structure de la culture traditionnelle fondée sur l'autorité et le rapport de domination d'où les échanges contradictoires sont exclus.

Certains auteurs attribuent les difficultés de construction d'une véritable élite, à l'usage de la rente pétrolière qui a permis aux pouvoirs en place de jouir d'une « marge de liberté dans la gestion des affaires publiques » (M. Ouannes). Ouannes dit en substance que « l'annihilation des élites n'est pas un acte accidentel, mais c'est au contraire le prolongement d'un important paradoxe structurel qui consiste dans l'incapacité des sociétés, à accumuler les expériences, à en tirer les leçons et à développer les savoir-faire à la lumière des expériences réalisées »¹⁰. Le savoir est-il qualifiant pour l'accession au statut d'élite ?

¹⁰ Ouannes M., *Crise des élites ou crise de la modernisation ? La coordination des « Aouchs » (Algérie) et les « commandements populaires et sociaux » Lybie.*

Avec la situation nouvelle caractérisée, par l'émergence d'une régulation par le marché, au lieu et place de la régulation par l'Etat, la société voit apparaître de nouvelles forces montantes mettant en échec les efforts bâtis sur les principes égalitaristes affirmés au préalable et à celui de la solidarité nationale. La réactivation du système de solidarité collective permet la ré émergence de la région. Ce sont de véritables réseaux de résistance traditionnelle qui se reconstituent avec une montée en puissance des activités informelles.

Conclusion et Pistes de réflexion à engager

L'Université est, sans doute, encore loin des performances mondiales, même si la priorité a été accordée aux formations scientifiques et techniques ; mais les déséquilibres entre les catégories sociales, les régions du pays et les sexes ont été considérablement réduits. dans ce mouvement, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique ont un rôle majeure ; celui de se trouver une place dans la division mondiale du travail, sur le plan économique et social, un monde marqué par l'hégémonie absolue du marché

Il s'agira d'examiner les questions fondamentales liées à l'enseignement supérieur et la recherche scientifique tout en identifiant les domaines souffrant le plus de déficiences en matière d'information. Notre objectif sera de voir comment des stratégies d'alliance par domaine de recherche à l'échelle internationale peuvent participer au renforcement des capacités de recherche et de production endogène de connaissance comme le suggère Mohaya Zaytoun au cours du premier séminaire régional de recherche pour les états arabes tenu les 6 7 octobre 2004 à paris¹¹.

Des questions entières demandent une production d'informations, de données, et d'analyse telles que **Enseignement supérieur et marché du travail** Chômage des diplômés, Type de formation et environnement socio-économique, globalisation et contenu des négociations avec l'OMC. **Le management des universités** La gestion des flux, Modes d'investissement du privé/public ; **Formations des enseignants** Langues d'enseignement, langue de production, langue de communication, les **Réformes et leurs mise en œuvre** Comment dans un contexte d'une double méconnaissance : celle d'un état des lieux analytiques de l'enseignement supérieur et celle de la direction à prendre dans la prise de décision, sont engagées des réformes dans certains pays ? **Coopération, mobilité et échanges ? Recherche scientifique** production de connaissance, programmes prioritaire de recherche, la valorisation des résultats.

¹¹ Unesco Forum occasional paper n14 restructuring and differentiation of patterns of high education in arab states : meeting the challenges in the present and the future

